

"Statut européen de la Sarre et conscience chrétienne" dans CVP-Rundschau (15 septembre 1955)

Légende: Le 15 septembre 1955, dans la perspective du référendum organisé le 23 octobre sur le futur statut de la Sarre, le périodique CVP-Rundschau, organe de presse du Parti populaire chrétien sarrois, analyse les enjeux de la prochaine consultation populaire.

Source: CVP-Rundschau : Mitteilungsblatt der Christlichen Volkspartei des Saarlandes. 15.09.1955, Nr. 6. Saarbrücken: Christliche Volkspartei des Saarlandes. "Europäisches Saarstatut und christliches Gewissen", p. 1-2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/statut_europeen_de_la_sarre_et_conscience_chretienne_dans_cvp_rundschau_15_septembre_1955-fr-679358dd-56db-490f-b36f-of2e533801a9.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le statut européen de la Sarre et la conscience chrétienne

Un thème important abordé de façon sérieuse et responsable

Le statut de la Sarre, adopté le 23 octobre 1954 par la République fédérale d'Allemagne et la France, devrait, selon les attentes des signataires du traité, recevoir la confirmation de la population sarroise le 23 octobre 1955. En tout cas, aucun des partenaires du traité ne s'attend à un vote négatif majoritaire de la part du peuple sarrois. La possibilité de dire «non» ne diminue en rien l'évidence de la prévision d'un vote positif. Au contraire, elle doit démontrer que l'accord attendu comme une évidence est consenti en toute liberté.

À la surprise du monde entier, qui perçoit le référendum du 23 octobre 1955 comme une décision lourde de conséquences non seulement pour la Sarre, mais pour toute l'Europe et peut-être pour le monde, les partis «pro-allemands» se livrent à une campagne de propagande passionnée pour faire voter «non» au statut de la Sarre.

Le monde s'étonne au plus haut point de voir les «partis pro-allemands» plaider le rejet du statut de la Sarre, alors que celui-ci, par rapport à la situation actuelle, offre de nouvelles opportunités et des possibilités importantes pour lesquelles ces «partis pro-allemands» ont toujours affirmé lutter.

Surpris par les raisons

Le monde s'étonne surtout des raisons invoquées par les partis du «non» pour justifier leur position dans la lutte publique pour l'opinion. Il ne fait aucun doute que, dans la confusion de la campagne relative au référendum, le seul objectif véritable du vote du 23 octobre 1955 a été assombri et faussé au point de nuire au prestige de la Sarre aux yeux de l'opinion publique mondiale en ce qui concerne sa maturité politique.

Enfin, il est encore impossible de prévoir pendant combien de temps retentira le choc provoqué dans tout le monde libre et civilisé par les méthodes de diffamation et de terreur utilisées lors de la campagne du référendum. Pour évaluer ces méthodes méprisables, il faut absolument tenir compte du fait que jusqu'à présent, les partis du non ont pu poursuivre leurs réunions et leurs proclamations sans la moindre perturbation. Ce fait indéniable a fait perdre aux partis du non un crédit moral encore difficile à estimer, mais en tout cas considérable.

Au nom de la conscience

Dans la campagne relative au référendum, les partis du non ont toujours réclamé un «non» clair et décidé au nom de la conscience chrétienne. Cette approche des partis du non, qui tentent d'obtenir un vote négatif au nom de la conscience chrétienne, doit donc faire l'objet d'une analyse sérieuse et factuelle. Une comparaison avec les arguments utilisés par les partis du oui, CVP en tête, n'est donc pas seulement nécessaire, mais aussi utile et instructive.

Les partis du oui considèrent le nouveau statut de la Sarre comme une tentative utile d'apporter au problème indéniable de la Sarre une solution pacifique qui satisfasse plus ou moins toutes les parties. Face aux circonstances entièrement nouvelles qui prévalent aujourd'hui, il ne sert à rien d'aborder ce problème en utilisant des arguments dépassés, comme par exemple l'évocation de la politique de Richelieu. Seul l'état actuel du développement industriel et économique a donné au problème sarrois son importance et ses caractéristiques actuelles.

Le pas décisif

Le fait absolument indéniable que l'Allemagne a perdu deux guerres en l'espace de trente ans, dont la deuxième l'a complètement anéantie et a provoqué la plus grande catastrophe de son histoire, ne perd pas de sa signification ni de son importance par le fait qu'on le trouve désagréable et qu'on préfère le passer sous silence. C'est peut-être cet état de fait difficile et incontournable qui donne une telle importance au fait que

les pays d'Europe occidentale particulièrement touchés par la dernière guerre ont réellement tenté, en tenant compte de nécessités politiques et surtout économiques nouvelles, de réaliser l'union de l'Europe, d'une Europe qui, basée sur un nouveau principe d'ordre, devrait permettre à chacun de ses membres de réaliser sans crainte ni angoisse une communauté de vie et de travail réellement démocratique et pacifique. La République fédérale d'Allemagne de l'Ouest est également impliquée dans le travail constructif destiné à instaurer ce nouvel ordre. Étant donné la situation, dont personne ne peut ignorer la gravité et la portée, l'Allemagne, pour son propre bonheur et pour la paix, doit toutefois être prête à faire des sacrifices capables de faire la preuve d'une véritable volonté de collaboration avec les pays d'Europe de l'Ouest selon les nouveaux principes d'ordre et de la placer d'emblée au-dessus de tout soupçon d'aspirations impérialistes et national-égoïstes.

C'est pourquoi la France et l'Allemagne de l'Ouest, après de nombreux pourparlers, ont accompli avec le statut de la Sarre un premier pas décisif sur la voie d'une Europe commune et se sont servies de ce statut comme d'une clé ouvrant la porte d'un avenir meilleur et plus pacifique.

De nombreuses restrictions sont nécessaires

Tous les États intéressés à ce nouvel ordre d'Europe occidentale ont adhéré à ce travail d'entente et de réconciliation entre l'Allemagne et la France. Les deux grandes puissances que sont la Grande-Bretagne et les USA n'hésiteront pas non plus à prendre sous leur aile protectrice cette œuvre de paix, une fois que celle-ci aura obtenu l'accord du peuple sarrois attendu comme une évidence.

Cette perception est confirmée par l'avis qu'ont émis, il y a quelques jours encore, les ministres des affaires étrangères des six pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, y compris le ministre allemand, selon lequel l'approbation du statut de la Sarre par la population sarroise est une nécessité pour l'Europe. Dans l'intérêt supérieur de la future communauté internationale d'États, les différents États vont devoir se soumettre à de nombreuses restrictions. Il faut absolument craindre qu'il soit impossible de parvenir de façon pacifique à une confédération d'États européens si ce principe, qui correspond parfaitement à la doctrine sociale classique de l'Église, n'est pas compris et soutenu avec toutes ses conséquences en Allemagne! Mais lorsqu'on observe l'argumentation des partis du non, il semble que ce principe ait été mieux compris en Allemagne de l'Ouest que dans de nombreux cercles sarrois.

Rien n'est nié

Il est donc peut-être difficile, mais absolument pas impossible, de convaincre l'ensemble du peuple sarrois qu'il est appelé, le 23 octobre 1955, à prendre une décision d'une importance capitale pour toute l'Europe, et que la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest ainsi que l'ensemble du monde occidental attendent cette confirmation de l'esprit européen.

Étant donné qu'en disant oui au statut de la Sarre nous n'abandonnons rien, nous ne nions rien et nous ne perdons rien de ce que la morale chrétienne considère comme un bien inaliénable, mais qu'au contraire nous travaillons avec l'Allemagne de l'Ouest, la France et toutes les nations intéressées à la création d'un nouvel avenir commun, il n'existe aucune raison pour laquelle un chrétien catholique ou évangélique ne devrait pas saluer d'un «Oui!» enthousiaste ce travail considérable pour la paix et l'ordre.

Pour une nouvelle espérance

Le 23 octobre 1955, nous voterons – et nous ne le répéterons jamais assez ni suffisamment clairement – pas pour la France ni pour l'Allemagne, mais pour une nouvelle espérance appelée Europe. Le pape Pie XII, qui a vécu comme aucun autre Européen le destin de l'Europe au cours des 40 dernières années, ne manque pas une occasion de plaider en faveur de l'unification politique de l'Europe. Mais Pie XII, justement, est bien trop raisonnable pour ne pas voir les difficultés matérielles et idéologiques encore à surmonter. C'est pourquoi il a justement encouragé encore et encore un nouveau départ et c'est pourquoi, le 6 décembre 1953, il a présenté avec une précision classique la marche à suivre pour tous les efforts d'unification:

«... dans les limites de ce qui est possible et permis, encourager tout ce qui rend l'unité plus facile et plus efficace; limiter ce qui la perturbe; parfois supporter ce qui ne se laisse pas écarter mais qui ne doit pas faire échouer la communauté des peuples en raison du bien supérieur que l'on peut en attendre. »

Le thème du nouvel ordre européen inévitable a également été abordé lors de la semaine du festival d'Ulrich d'Augsbourg. Il y a été fait référence à l'absolue nécessité de priver tous les problèmes supranationaux de leur capacité de nuisance et de leur caractère explosif par le biais de traités multilatéraux audacieux et libres. Qui peut sérieusement nier que le statut de la Sarre doit être perçu et salué comme une telle tentative?

Dans son édition de juillet (1955), la revue pastorale Herder Korrespondenz commente l'intention de prière papale pour le mois d'août (pour une collaboration pacifique entre les peuples sur la base des principes chrétiens) dans les termes suivants: «Malheureusement, nous avons l'habitude de n'entendre de la chaire ecclésiastique que des principes généraux. C'est également une telle vérité qui nous est présentée ici, mais celle-ci (à savoir la collaboration pacifique entre les peuples sur la base des principes chrétiens) est annoncée comme une œuvre de foi à accomplir de façon immédiate, une prophétie politique, une nécessité historique jusqu'au devoir politique de l'unification européenne.» Les partisans d'une «théologie des nations» plus que douteuse, et par ailleurs encore fort récente et discutables à de nombreux égards, ne devraient pas se contenter d'entretenir des spéculations théologiques plus ou moins fondées, mais plutôt relire attentivement le 11^e chapitre de la Genèse. Dans la perspective d'une théologie chrétienne réellement intégrale, le commentaire déjà cité continue comme suit: «Nous ne pouvons réfléchir suffisamment à l'unité entre les hommes et à leur dispersion par le péché pour savoir que le rétablissement de cette unité a déjà eu lieu par le nouvel Adam, Jésus Christ, par la Mère de Dieu et par la communauté de l'Église, et qu'elle attend maintenant son achèvement. Cela signifie que l'illusion de la souveraineté absolue des peuples doit disparaître de leur conscience, et surtout de la planification politique de leurs hommes d'État.»

Les thèses des partisans du non

Comparons à présent ces considérations à quelques affirmations et déclarations des propagandistes du non:

Le député CDU du parlement régional de Rhénanie-Palatinat, Diehl, par exemple, parle dans une série de lettres envoyées aux ecclésiastiques sarrois (n° 5) du «brouillard européen», du «rêve rose de l'Europe» des séparatistes, et pour le reste on parle et on écrit souvent et volontiers à propos des «Fantasmes européens», des «élucubrations» et des «Européens du transport» perçus comme un tas de «naïfs».

Ce même M. Diehl écrit, dans le n° 3 de sa série de lettres: «Personne ne peut nier qu'après la reconstitution de nos forces militaires, il y aura un jour à nouveau une armée nationale allemande et une politique allemande digne de ce nom. Chaque étape mène à la suivante. Stresemann a suivi cette voie à l'époque de Weimar, tout comme le Dr Brüning. Il n'en ira pas différemment cette fois-ci.»

Ce même député CDU Diehl écrit, à la page 7 du n° 5 de sa série: «Les dépenses sociales élevées dont se vantent si volontiers les responsables politiques du CVP et du SPS ne sont que des dépenses de propagande, des manipulations irresponsables qui ne resteront pas sans conséquences.» Mais à un autre endroit (n° 3, p. 8), le même auteur écrit: «En principe, celles-ci (c'est-à-dire les thèses politiques fondamentales de la République fédérale au sujet de la Sarre) aboutiront à ce que la Sarre redevienne un jour un *Land* allemand en garantissant ses réalisations culturelles, sociales et économiques actuelles. Paris valait bien une messe pour un certain roi français.»

Sans plus y réfléchir, on répète textuellement ou dans l'esprit ce qu'affirment les lettres de Diehl (n° 4, p. 8): «C'est un blasphème sans précédent que de comparer la politique séparatiste d'un Johannes Hoffmann aux principes éthiques d'une politique véritablement chrétienne. La politique chrétienne et le séparatisme sont incompatibles.»

Pour le reste, les partisans du non utilisent régulièrement, voire systématiquement, des expressions telles que: hommes de main des forces d'occupation, compagnons sans patrie, traîtres, séparatistes.

Ce ne sont là que quelques échantillons en provenance du camp des partis du non. Nous sommes convaincus qu'il est impensable d'analyser objectivement le problème sarrois selon les principes de la responsabilité et de la conscience chrétiennes sur la base qui vient d'être ainsi ébauchée.

Le plus grand danger pour l'Europe

Les partisans du oui sont-ils donc vraiment de simples rêveurs, séparatistes, blasphémateurs et traîtres? La situation ne saurait être aussi simple.

Quiconque s'est déjà penché sérieusement sur la question du patriotisme doit toujours conclure qu'il faut user avec parcimonie de termes tels que traître, camarade sans patrie ou séparatiste. La morale chrétienne nous enseigne sans aucun doute que le patriotisme est un devoir moral, mais il n'existe aucune œuvre reconnue de la morale chrétienne affirmant que l'État-nation doit être l'objet naturel de ce patriotisme. Au contraire, le principe largement reconnu est celui selon lequel cet objet du patriotisme, la patrie, dont il n'existe aucune définition communément acceptée, peut être n'importe quel État soumis aux lois de l'évolution historique, qu'il s'agisse d'un État dynastique, d'un État-nation ou d'un État de nations, d'un État laïque ou spirituel, d'une monarchie ou d'une république. Personne ne niera qu'un État-nation parfait à tous points de vue peut constituer la réalisation d'un idéal. Mais que l'on réfléchisse dans cette perspective à ce qu'il faudrait penser du démantèlement de l'État ecclésiastique dans l'intérêt de l'unification italienne, si le principe de l'État-nation correspondait vraiment à une exigence absolue du droit naturel! Celui qui refuse de comprendre tout cela devrait encore réfléchir au fait que l'apôtre israélite Paul se vanta autrefois d'être un citoyen romain, c'est-à-dire de posséder la nationalité de la force d'occupation ennemie! Ou bien a-t-on oublié qu'un Sarrois, haut dignitaire de l'Église, a reçu à la fois la médaille de la Légion d'honneur française et la croix du mérite de la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest? A-t-on vraiment déjà oublié qu'un autre haut dignitaire de l'Église de la région de Trèves, chassé de sa patrie en tant que «séparatiste», a été un homme d'Église méritant et apprécié dans le monde entier? Dans la situation actuelle, il n'est peut-être pas inutile d'étudier celle de l'évêque Korum, qui aimait à parler de sa «chère Alsace» comme de sa «patrie». Cet homme, né en 1840 et élevé dans une famille bilingue, citoyen français jusqu'à sa trentième année, puis citoyen allemand (1871) et enfin (1881) évêque de Trèves sur le territoire prussien donc, a puisé dans ses pénibles expériences personnelles (il fut traité parfois de «tronche de Français», puis célébré en tant qu'«évêque allemand») pour prononcer au début du siècle (1900) les paroles prophétiques suivantes: «Je considère le nationalisme comme le plus grand danger qui pèse sur l'Europe. C'est la pire des hérésies, et c'est l'effondrement de la chrétienté. Le nouveau siècle sera loin d'être achevé quand l'Europe en subira les conséquences amères.»

Quiconque salue d'un oui enthousiaste et convaincu le statut de la Sarre le fait sur une base solide. Il peut le faire en confiance, dans la liberté d'un sens chrétien des responsabilités vis-à-vis d'une nouvelle espérance à laquelle les meilleurs Européens et les meilleurs Allemands continuent à croire fermement.